

L'interview du président Poutine avec Tucker Carlson⁽¹⁾ le 9 février 2024

Entretien avec Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SêD).

Agefi : Poutine a rappelé que l'invasion de la Russie par les successeurs de Gengis Khan a conduit le nord de la Russie à s'unifier autour de Moscou, tandis que le sud, y compris Kiev, s'est intégré au grand-duché de Lituanie, puis, au 13^{ème} siècle, au royaume de Pologne. Celui-ci a poussé la population à s'assimiler et une partie du clergé s'est soumise au pape. Les gens vivant à la périphérie de l'État polonais ont été qualifiés de frontaliers, de « u kraya », d'ukrainiens. Vers 1654, les Ukrainiens se sont tournés vers Moscou, ce qui a conduit à une guerre entre la Moscovie et la Pologne, jusqu'à un traité de paix rendant à la Russie toute la rive gauche du Dniepr, y compris Kiev, la rive droite restant polonaise.

Après la révolution de 1917, les hostilités avec la Pologne ont repris, jusqu'à ce qu'en 1921, elle obtienne la rive droite du Dniepr. En 1922, lors de la création de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), les bolcheviks ont créé la République soviétique d'Ukraine, une entité autonome, incluant notamment la région de la mer Noire. Lénine et Staline lui ont donné le droit de se retirer de l'URSS. En 1939, le pacte Molotov-Ribbentrop a rendu l'ouest de l'Ukraine à la Russie, mais après la Seconde Guerre mondiale, l'Ukraine a reçu, en plus des terres qui appartenaient à la Pologne avant la guerre, une partie des terres qui avaient appartenu à la Hongrie et à la Roumanie. En témoigne selon lui l'existence d'une population de langue hongroise en Ukraine.

Jean Marsia : Poutine en a conclu que l'Ukraine est un État artificiel. En témoigne selon lui l'existence d'une population de langue hongroise en Ukraine. Commençons par observer que l'histoire ancienne de la Russie est sans rapport avec l'Ukraine d'aujourd'hui, celle reconnue internationalement en 1991. Poutine conforte mon opinion lorsqu'il retrace ensuite l'origine de l'Ukraine, qu'il situe en 1922 et plus certainement après la Seconde Guerre mondiale. Poutine n'ignore pas que la plupart des frontières en Europe ont énormément bougé depuis le Moyen-Âge, et pas seulement en Ukraine, qui n'est pas plus un État « artificiel » que d'autres.

Agefi : Poutine a rappelé qu'en 1991, en Ukraine, plus de 90 % de la population parlait russe ; une personne sur trois avait des liens familiaux ou amicaux frontaliers ; la culture, l'histoire et la religion étaient communes ; elles avaient coexisté au sein d'un même État depuis des siècles et les économies étaient profondément interconnectées.

Jean Marsia : Poutine n'explique pas pourquoi les Ukrainiens ont massivement voté pour l'indépendance en 1991. Il n'ignore pourtant pas combien les Ukrainiens ont souffert de la domination russe, en particulier lors de l'Holodomor, la famine organisée par Staline.

Agefi : Selon Poutine, la Russie attendait de l'Occident en 1991 la coopération et l'association. Elle a constaté que l'OTAN s'est étendue vers l'Est, en cinq vagues d'expansion, que la Russie a tolérées, contre son gré.

Jean Marsia : Il sait que l'OTAN a répondu au besoin de sécurité des peuples d'Europe centrale et orientale qui craignaient et craignent toujours le retour des occupants russes. Comme ancien agent du KGB en Allemagne de l'Est, il sait combien la répression y était rigoureuse et les lieux de détention et de torture nombreux.

Agefi : Selon Poutine, lorsque la Yougoslavie a imploré, Eltsine a pris le parti des Serbes. Les États-Unis, en violation du droit international et de la Charte des Nations unies, ont bombardé Belgrade et dénié Eltsine.

Jean Marsia : Ce n'est pas faux, mais Poutine occulte la responsabilité qu'a prise l'OTAN de protéger la Croatie et la Bosnie-Herzégovine des agressions serbes.

Agefi : Poutine, devenu président en 2000, a demandé au président Clinton si la Russie pourrait rejoindre l'OTAN, lequel a répondu que ce n'était pas possible. En Irak, la Russie a établi des relations prudentes avec les États-Unis d'Amérique, mais ils ont soutenu le séparatisme ou le terrorisme dans le Caucase du Nord, financièrement et militairement. Le système de défense antimissile américain, prétendument créé contre les menaces de missiles de l'Iran, menace la sécurité de la Russie.

Jean Marsia : Poutine n'explique pas en quoi un système défensif menace la sécurité d'autrui.

Agefi : La proposition de Poutine de relever ensemble les défis de sécurité stratégiques à l'échelle mondiale a été rejetée par le secrétaire à la Défense de



l'époque, Robert Gates, ancien directeur de la CIA, et la secrétaire d'État Condoleezza Rice. Lorsque Poutine leur a annoncé vouloir créer des systèmes hypersoniques, leur réponse a été « vous faites ce que vous voulez, si ce n'est pas contre les États-Unis ».

Poutine a rappelé qu'en avril 2008, lors du Conseil atlantique de Bucarest, le président Bush a déclaré que l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN était envisagée. L'Allemagne et la France s'y sont opposées, mais elles ont accepté le principe, alors que dans sa déclaration d'indépendance, il est dit que l'Ukraine est un État neutre.

Jean Marsia : Poutine n'explique pas pour quelle raison il a envahi la Géorgie dès septembre 2008. Une adhésion à l'OTAN aurait protégé la Géorgie et l'Ukraine.

Agefi : Lorsque Ianoukovitch est arrivé au pouvoir en Ukraine, il a voulu signer un traité d'association avec l'Union européenne, qui contredisait la zone de libre-échange avec la Russie, car ouvrir les frontières ukrainiennes à l'Europe aurait pu entraîner une inondation du marché russe.

Jean Marsia : Poutine n'explique pas pourquoi il y aurait eu inondation du marché russe. C'est le marché européen qui est aujourd'hui inondé par les denrées agricoles ukrainiennes.

Agefi : La Russie ayant déclaré vouloir fermer ses frontières avec l'Ukraine, Ianoukovitch a hésité à signer le traité d'association. Pour Poutine, les manifestations de Maidan ont permis en 2014 un coup d'État en Ukraine, qui a défilé les liens très étroits de coopération sur lesquels reposait toute l'économie ukrainienne et qui existaient depuis l'époque de l'Union soviétique.

Jean Marsia : Il n'y a pas eu de coup d'État en Ukraine, les gens ont protesté parce qu'ils voulaient l'association avec l'Union européenne. La violence de la répression a indigné, l'ampleur croissante des manifestations a fini par mettre Ianoukovitch en fuite.

Agefi : Selon Poutine, l'Ukraine a créé une menace pour la Crimée que la Russie a dû prendre sous sa protection.

Jean Marsia : L'Ukraine n'a pas menacé la Crimée, elle venait de renouveler pour 99 ans le bail mettant la base de Sébastopol à la disposition de la Russie.

Agefi : L'Ukraine a lancé une guerre dans le Donbass en 2014, utilisant des avions et de l'artillerie contre des civils, notamment à Donetsk. La Russie devait réagir. Elle a accepté que ses frontières soient le long des frontières des anciennes républiques de l'Union, mais elle n'a jamais accepté l'élargissement de l'OTAN, en particulier à l'Ukraine.

Jean Marsia : L'Ukraine n'a pas lancé une guerre dans le Donbass en 2014, elle s'est opposée à des séparatistes. La Russie a fourni de l'armement lourd aux séparatistes, dont le système antiaérien Buk qui a abattu le vol MH17 de la Malaysian Airways le 17 juillet 2014, dans la région de Donetsk tenue par les séparatistes, causant la mort de 298 personnes dont 193 Néerlandais.⁽²⁾

Agefi : Les dirigeants ukrainiens actuels ont déclaré qu'ils n'appliqueraient pas les accords de Minsk de 2015. Poutine a demandé aux dirigeants des États-Unis et des pays européens de mettre fin immédiatement à ces développements et de mettre en œuvre les accords de Minsk.

Jean Marsia : La Russie n'a pas non plus appliqué ces accords.

Agefi : Poutine estime n'avoir pas encore atteint ses objectifs, car l'un d'entre eux est la dénazification, l'interdiction des mouvements néonazis, l'Ukraine ayant construit son identité sur de faux héros comme Bandera⁽³⁾ et Shukhevich⁽⁴⁾ qui ont collaboré avec Hitler. Ils ont fait le travail le plus sale d'extermination de la population polonaise, russe et juive. Les Ukrainiens disent : « Nous sommes un peuple séparé. » Ils ont le droit de le faire, mais pas sur la base de l'idéologie nazie. Le néonazisme ne doit pas être cultivé en Ukraine, il doit être interdit au niveau législatif.

Agefi : A propos des pourparlers de paix, Poutine prétend qu'il y en a eu, mais que l'Ukraine a rejeté les accords et a obéi aux instructions des pays occidentaux, des pays européens et des États-Unis de combattre la Russie jusqu'au bout. Le président ukrainien a légiféré pour interdire les négociations avec la Russie. Poutine aurait dit au président Biden avant février 2022 qu'il fait une énorme erreur historique en soutenant l'Ukraine. Il regrette que sa proposition de travailler ensemble sur un système de défense antimissile ait été rejetée. Il aurait dit aux dirigeants américains : « Si vous voulez vraiment arrêter de vous battre, vous devez cesser de fournir des armes. Ce sera fini d'ici quelques semaines. » Poutine ne pense pas que l'OTAN craignait que cela ne devienne une guerre mondiale ou

un conflit nucléaire, mais qu'elle essaie d'intimider sa population avec une menace russe imaginaire.

Agefi : A la question de savoir s'il envierait des troupes russes en Pologne, Poutine répond : « Dans un seul cas : si la Pologne attaque la Russie [car il n'a] aucun intérêt en Pologne, en Lettonie ou ailleurs. » Il ajoute : « Une guerre mondiale amènera toute l'humanité au bord de la destruction » et « Ce ne sont que des histoires d'horreur pour les gens dans la rue afin d'extorquer de l'argent supplémentaire aux contribuables américains et aux contribuables européens dans la confrontation avec la Russie sur le théâtre de guerre ukrainien. L'objectif est d'affaiblir la Russie autant que possible. ». Il estime que les États-Unis ont mieux à faire, par exemple limiter la migration et la dette nationale. Il prévient que la Russie se battra pour ses intérêts jusqu'au bout.

Agefi : A la question de savoir qui a fait exploser Nord Stream, Poutine répond la CIA. Les Américains avaient intérêt à cela et ils en ont la capacité. Cela ne se dit pas, car les États-Unis contrôlent tous les médias du monde et de nombreux médias européens. L'explosion a beaucoup endommagé l'économie allemande, mais les dirigeants allemands d'aujourd'hui sont guidés par les intérêts de l'Occident collectif plutôt que par leurs intérêts nationaux. Trois gazoducs Nord Stream ont sauté, un gazoduc est sain et sauf, et le gaz peut être fourni à l'Europe par ce biais, mais l'Allemagne ne l'ouvre pas. Le gazoduc Yamal-Europe permet un flux important à travers la Pologne. La Pologne l'a fermé. Il existe deux routes gazières à travers l'Ukraine. Les Ukrainiens ont fermé une route, celle vers l'Allemagne. L'Europe achète du gaz liquéfié à des prix exorbitants, ce qui ruine sa compétitivité et son économie.

Pour Poutine, le monde devrait être un tout unique, la sécurité devrait être partagée, plutôt que destinée au milliard d'humains privilégiés. C'est le seul scénario où le monde pourrait être stable, durable et prévisible. Le monde actuel divisé en deux blocs est très défavorable.

Jean Marsia : C'est depuis le discours de Poutine lors de la Sicherheitskonferenz (Security Conference) de Munich en 2007 que le monde s'est à nouveau divisé en deux blocs.

Agefi : A la question de savoir si les sanctions vont faire disparaître le rôle du dollar américain en tant que monnaie de réserve, Poutine répond notamment que jusqu'en 2022, le dollar américain représentait environ 50 % des transactions russes avec les pays tiers, alors qu'il n'est plus que de 13 % actuellement. Les transactions en yuans représentaient environ 3 %. Aujourd'hui, 34 % des transactions russes sont effectuées en roubles, et un peu plus de 34 % en yuans. A la question de savoir si les BRICS ne risquent pas d'être dominés par l'économie chinoise, Poutine répond que la Russie et la Chine ont une frontière commune de plusieurs milliers de kilomètres et cohabitent depuis des siècles. Il estime que la Chine n'est pas agressive mais recherche le compromis.

Jean Marsia : Poutine occulte la guerre sino-soviétique de 1969, en particulier pour la possession de l'île Zhenbao (au milieu du fleuve Oussouri), qui a fait un nombre considérable de victimes,⁽⁵⁾ et la guerre sino-vietnamienne, qui fut également meurtrière de début 1974 à fin 1991.⁽⁶⁾

Agefi : Poutine estime que la coopération entre la Chine et l'Europe est plus intense que la coopération sino-russe et que son rythme de croissance est plus élevé. Il se réjouit de ce que les échanges commerciaux sino-russes sont en forte croissance, tout en étant équilibrés et complémentaires dans les domaines de la haute technologie, de l'énergie, de la recherche scientifique et du développement. Il trouve absurde que les Américains limitent leur coopération avec la Chine et il juge que ces sanctions sont illégitimes au regard de la Charte des Nations unies. Il observe que la part des BRICS dans l'économie mondiale a dépassé celle du G7 et que les sanctions, pressions, bombardements et utilisation des forces armées par les Américains n'y changeront rien.

A la question de savoir s'il serait en mesure d'établir la communication avec un nouveau président, Poutine répond que la personnalité a moins d'importance que l'état d'esprit des élites américaines. Si elles veulent dominer le monde à tout prix, en usant de la force, la situation empirera, mais si elles comprennent que le monde a changé et que les États-Unis devraient s'adapter, la communication pourrait s'améliorer. Les sanctions sont inefficaces, elles n'ont pas empêché la Russie d'être, selon Poutine, la première économie d'Europe en 2023.

Jean Marsia : En 2022, le PIB de l'Allemagne était de 4.082 milliards US\$, celui du Royaume-Uni de 3.089 milliards US\$, celui de la France de 2.779 milliards US\$ et celui de la Russie de 2.240 milliards US\$. Le PIB des États-Unis était de 25.440 milliards US\$, celui de la Chine de 17.963 milliards US\$.⁽⁷⁾

Agefi : A la question de savoir qui prend les décisions aux États-Unis, Poutine dit ne pas le savoir, car le système électoral à deux étapes est très difficile à comprendre. Les deux partis, républicain et démocrate,

continuent contre la Russie la lutte qui caractérisait la Guerre froide, peut-être parce que des capacités excessives ont été créées dans la défense et l'industrie de défense, lesquelles ont convaincu les dirigeants politiques d'essayer de démanteler la Russie et d'entraîner ses composantes dans la lutte avec la Chine. Il faut des forces nouvelles, des gens qui regardent vers l'avenir et qui comprennent ce qui se passe dans un monde qui change.

Tucker Carlson a constaté que juste avant que Poutine n'envoie des troupes en Ukraine, le vice-président des États-Unis a pris la parole à la Conférence sur la sécurité et a encouragé le président ukrainien à rejoindre l'OTAN. A la question de savoir s'il s'agissait d'une tentative de l'inciter à une action militaire, Poutine a répondu avoir proposé en vain à plusieurs reprises de chercher une solution aux problèmes qui ont surgi en Ukraine après le coup d'État de 2014 par des moyens pacifiques. Il répète que le territoire ukrainien était exploité par les structures militaires de l'OTAN sous le couvert de divers centres d'entraînement et de formation du personnel, dans le but d'y créer des bases. L'Ukraine, qui a reçu tous les territoires du sud-est de la Russie, a voté une loi disant que les Russes étaient une nation non titulaire sur ces territoires. Cela a conduit à la décision qu'a prise Poutine de mettre fin à la guerre que les néonazis ont déclenchée en Ukraine en 2014.

Agefi : A la question de savoir si Zelensky a la liberté de négocier le règlement de ce conflit, Poutine a répondu que Zelensky est arrivé au pouvoir parce que les Ukrainiens s'attendaient à ce qu'il conduise l'Ukraine à la paix. Mais ensuite, il s'est rendu compte de deux choses : premièrement, il vaut mieux ne pas entrer en conflit avec les néonazis et les nationalistes, parce qu'ils sont agressifs et très actifs, on peut tout attendre d'eux, et deuxièmement, l'Occident les soutient et soutiendra toujours ceux qui s'opposent à la Russie. Zelensky a trompé ses électeurs. Néanmoins, il est le président, il peut négocier avec nous. Nous l'avons fait à Istanbul, mais M. Johnson, alors premier ministre de Grande-Bretagne, a dissuadé les Ukrainiens de ratifier l'accord, disant qu'il valait mieux combattre la Russie et qu'il remplacerait tout ce qui avait été perdu lors des affrontements avec la Russie. Le président de l'Ukraine a ensuite publié un décret interdisant les négociations avec nous. Tout le monde avait l'illusion que la Russie pouvait être vaincue sur le champ de bataille.

A la question de savoir quel effet le fait d'être un leader chrétien orthodoxe a-t-il sur lui, Poutine répond que l'orthodoxie s'est enracinée dans la conscience du peuple russe, mais que lorsque la Russie a absorbé des nations qui professent l'islam, le bouddhisme et le judaïsme, elle a respecté les personnes qui professent d'autres religions. C'est la base de la société et du patriotisme russes.

Jean Marsia : Poutine sait que le mot « pogrom » désignait dans l'empire russe, à partir de 1881, une attaque accompagnée de pillage et de meurtres perpétrée contre une communauté juive.⁽⁸⁾

Agefi : A la question de savoir comment concilier le côté non violent du christianisme et le fait de devoir tuer, Poutine répond qu'il n'attaque personne, qu'il se protège et protège sa famille, sa patrie. Il dit l'âme russe axée sur l'humain, l'éternel, les valeurs morales.

Jean Marsia : Les invasions de la Géorgie et de l'Ukraine ne semblent pas en phase avec ces valeurs.

Agefi : A la question de savoir si Poutine craint que ce qui se passe en Ukraine puisse conduire à quelque chose de beaucoup plus grand et beaucoup plus horrible et à quel point il est motivé à appeler le gouvernement américain et à dire, « Mettons-nous d'accord », il répond : « Nous n'avons pas refusé de parler. C'est la partie occidentale, et l'Ukraine est évidemment un État satellite des États-Unis. [Vous] devriez dire aux dirigeants ukrainiens actuels d'arrêter et de venir à la table des négociations, d'annuler ce décret absurde. » A la question de savoir si Poutine pourrait traiter directement avec l'administration Biden, il répond que s'il veut négocier, il doit trouver une excuse délicate pour que personne ne soit insulté. Poutine veut un règlement négocié de ce qui se passe en Ukraine, il l'a fait à Istanbul, mais le premier ministre Johnson a dissuadé les Ukrainiens de ratifier le traité. Poutine revient à 1991, lorsqu'on a promis que l'OTAN ne serait pas élargie, à 2008, lorsque les portes de l'OTAN se sont ouvertes, à la déclaration de souveraineté de l'Ukraine déclarant l'Ukraine un État neutre, au fait que des bases militaires de l'OTAN et des États-Unis, des bases britanniques, sont apparues sur le territoire de l'Ukraine, créant des menaces pour la Russie.⁽⁹⁾ Pour Poutine, les Occidentaux doivent réfléchir à la façon d'inverser la situation.

Poutine estime impossible d'infliger une défaite stratégique à la Russie sur le champ de bataille.

Jean Marsia : Il occulte le fait que les Finlandais ont battu l'URSS en 1939 et que la Chine lui a tenu tête en 1969, ainsi que les Afghans du 25 décembre 1979 au 15 février 1989.

Suite en page de droite

Suite page de gauche

Agefi : Dans son adresse à la nation du 29 février 2024, après avoir réitéré sa volonté de dialoguer avec les États-Unis et affirmé l'absence de projets hostiles vis-à-vis de l'Europe, ou visant à déployer des armes nucléaires dans l'espace, Poutine a évoqué la perspective d'un conflit nucléaire avec l'Occident en réponse à l'éventuel déploiement de troupes de l'OTAN en Ukraine.

Jean Marsia : Poutine n'est pas le seul à poser problème aux Occidentaux.⁽¹⁰⁾ L'OTAN ne peut dissuader une agression que grâce à l'arsenal nucléaire, aux capacités de renseignement, de transport stratégique, de défense antiaérienne et antimissiles et aux capacités militaires classiques des Américains.⁽¹¹⁾ Or, le 10 février 2024, Trump a, au cours d'un meeting pour la campagne de la primaire républicaine,⁽¹²⁾ relaté la question qu'un dirigeant d'un État membre important de l'Alliance atlantique lui avait posée : « *Eh bien, monsieur, si on ne paie pas et que l'on est attaqué par la Russie, est-ce que vous nous protégerez ?* », ainsi que sa réponse : « *Non, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai*

à faire ce qu'ils veulent. Vous devez payer vos factures. ». M. Trump, dans son livre *The America We Deserve*, paru en 2000, avait écrit que « *leurs conflits [en Europe de l'Est] ne valent pas des vies américaines.* »

- 1) Voir The Kremlin, Moscow, Vladimir Putin answered questions from Tucker Carlson, a journalist and founder of Tucker Carlson Network, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/73411>, 9/2/2024.
- 2) Un tribunal de La Haye a condamné, le 17/11/2022, deux Russes et un Ukrainien, à la prison à vie, pour ce crime de guerre. Voir AP, AFP, « Three men given life sentences for shooting down flight MH17 over Ukraine in 2014 » in *Euronews*, <https://lc.cx/SrILNF>, 17/11/2022.
- 3) Stepan Bandera (1909-1959) a joué un rôle actif dans la branche B de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, qui le 22 juin 1941 a proclamé un État ukrainien, que les nazis, qui voulaient asservir les populations slaves, ont immédiatement dissous. Bandera a été déporté à Sachsenhausen, d'où il n'est sorti que fin 1944. Son organisation a participé au massacre de centaines de milliers de juifs de 1941 à 1944, et sa branche armée, l'Armée insurrectionnelle de l'Ukraine, a tué des dizaines de milliers de polonais en 1943 et 1944.
- 4) Roman Shukhevych (30/6/1907-5/3/1950) was the leader of the Ukrainian Insurgent Army active against the Soviet Union between 14 October 1942 and 14 April 1960 and fighting to liberate the country from occupying powers and set up an independent government. He collaborated with the Nazis from February 1941 to December 1942 as commanding officer of the Nachtigall Battalion

in early 1941, and of the German Schutzmannschaft 201 auxiliary police battalion in late 1941 and 1942. Those units perpetrated massacres of Poles and Jews. See Roman Shukhevych, https://en.wikipedia.org/wiki/Roman_Shukhevych#cite_note-1-2.

- 5) See sn, "Fact Sheet: The Sino-Soviet Border Dispute" in *Center for Arms Control and Non-Proliferation*, <https://armscontrolcenter.org/fact-sheet-the-sino-soviet-border-dispute/>, 13/11/2023.
- 6) En 1974, le 19 janvier, la Chine a lancé une offensive avec appui de l'aviation sur l'archipel des Paracels défendu par une garnison vietnamienne. En 1979, le 31 janvier, Deng Xiaoping, vice-président de la République Populaire de Chine, a annoncé à Washington que la Chine va « infliger une leçon au Vietnam ». La guerre débute le 17 février, les Chinois se retirent fin mars. En 1981, le 5 juin, les Chinois lancent une nouvelle attaque à Langson. En 1985, de vifs combats se déroulent à la frontière sino-vietnamienne. En 1988, La Chine envoie des troupes occuper six îlots des Spratleys et manifeste son intention d'intensifier sa présence sur cet archipel. Le 14 mars : accrochage entre la Chine et le Vietnam au large des Spratleys. Le 14 décembre : dernier incident armé signalé par Pékin sur la frontière sino-vietnamienne avant l'engagement du processus de normalisation. En 1991, le 6 novembre : la Chine et le Vietnam

annoncent officiellement la normalisation de leurs relations. Voir Thi Hanh Nguyen, *Les conflits frontaliers sino-vietnamiens*, Chronologie, OpenEdition Books, <https://books.openedition.org/demopolis/1410?lang=fr>, sd.

- 7) Voir *Trading Economics*, GDP, <https://tradingeconomics.com/country-list/gdp>. Pour le calcul de Poutine (qui inclut la Russie d'Asie), voir *World Economics*, Gross Domestic Product (GDP), 2023, 2024 and 2030 estimates for Gross Domestic Product (GDP) in PPP \$, <https://lc.cx/XElgC>
- 8) Voir le Larousse, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pogrom/61975>.
- 9) Le 25 février 2024, le New York Times a dévoilé l'existence depuis 2014 de douze bases secrètes de la CIA à la frontière entre la Russie et l'Ukraine.
- 10) Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les États-Unis auraient 5.244 ogives nucléaires, la Russie plus de 5.000, la Chine 410 et la France 290.
- 11) L'armée américaine compte plus d'1,3 million de militaires d'active, et près de 800.000 réservistes, la russe 1,1 million de militaires d'active et 1,5 million de réservistes.
- 12) Voir <https://lc.cx/6F89Y1>, 13/2/2024.

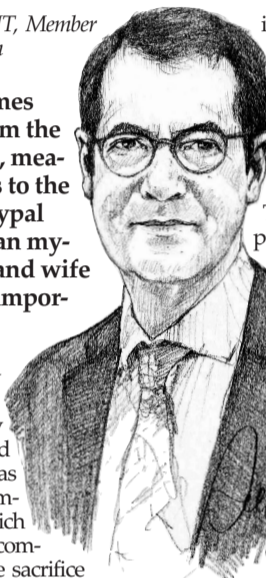
Julius Caesar, The milky way and money

By Prof. Dr. Bruno COLMANT, Member of the Royal Academy of Belgium

The word "coin" comes etymologically from the Latin verb *monere*, meaning to warn. Coin refers to the goddess Juno, the archetypal cosmic goddess. In Roman mythology, Juno, the sister and wife of Jupiter, was the most important goddess.

She was the queen of fertility and cattle. The adjective "pecuniary" is etymologically derived from the Latin word *pecus*, meaning herd of cattle, as some ancient coins were stamped with heads of cattle, which in turn served as a measure of commercial compensation. As the sacrifice of livestock is familiar to many religions, one could even imagine that a coin with a livestock effigy sublimates an animal offering made to the divinity. Furthermore, June is derived from the name of Juno, a goddess believed to favor the harvest.

Juno was given the nickname *Moneta* ("warns"), as she is said to have warned the Romans of a Gallic



invasion in 390 BC. At this time, a temple dedicated to Juno was built, and the Romans installed a monetary workshop. By metonymy, the name of this workshop came to be used to describe the minting die. It was also in temples that the spoils of war were kept. Many Roman coins were struck with the legend "Queen Juno."

The parallel between Juno - the goddess of the perpetuation of the human species and of the Milky Way, symbol of the womb - and coinage is immediately apparent: a coin that did not allow for its perpetuation and was, therefore, sterile would no longer be a coin.

This brings us back to what Karl Marx (1818-1883) stated in his theory of capital, namely that the sole purpose of money circulation is to ensure its reproduction. The notion of the flow of prosperity can also be found in the legend of the Pactolus, a river in Lydia, in Turkey, which is said to have carried gold fibers in ancient times.

It was in the Pactolus that Midas (738-695 BC), King of Phrygia, a kingdom close to Lydia, washed to be freed from his vow to turn everything he touched into gold, without realizing that this would prevent

him from eating and drinking. His bath in the Pactolus would have released the gold flakes. The expression "rich as Croesus (-596 to -546)" comes from this river, whose gold-bearing sands have ensured him a colossal fortune. In Greek mythology, Pactolus was also the name of the river god who personified the watercourse that irrigated the land and ensured harvests.

If the Roman divinity is associated with coinage, the Roman armies transported it with their conquests. So, the state was not far away. In his magisterial work *Debt: 5,000 Years of History*, American anthropologist David Graeber (1961-2020) interpreted the Roman Empire as an immense machine for extracting precious metals, transforming them into coins, and distributing them to the army while encouraging conquered populations to use these coins in their daily transactions.

More generally, ancient monetary migrations were as much the result of trade as the payment of mercenary armies who returned home once their battles were over. A few weeks after Julius Caesar's assassination (100-44 BC), a comet (astronomically classified as C/-43 K) was visible for seven days in Rome. This unusual cosmic event was interpreted as a sign of the deification of the statesman. From then on, Roman coins began to bear a star, representing the comet described as *Sidus Julium*, i.e., the Julian star. The divinization of money carried its credibility.

Belgian economist Bernard Lietaer (1942-2019), one of the 20th century's leading specialists in monetary phenomena, associated the cult of the Mother Goddess with the monetary phenomenon. He noted that cowries, a species of shell in the "porcelain" family, were used as primitive money in prehistoric times and are remarkable for their sexual symbolism. German philosopher and sociologist Georg Simmel (1858-1918) described money as the absolute object of desire, while Sigmund Freud (1856-1939) theorized, albeit in a very different context, the love of money. Until recently, marriage was accompanied by a dowry: the breaking of the hymen was paid for with money.

This desire for money is not far removed from the Keynesian notion of liquidity preference, according to which economic agents prefer to hold their wealth in cash rather than assets, at least during periods of uncertainty. According to John Maynard Keynes (1883-1946), once the interest rate has fallen to a certain level, the liquidity preference becomes virtually absolute, in the sense that almost everyone prefers money to hold a debt that yields a negligible interest rate.

The possession of money seems preferable to any form of investment since it reduces uncertainty and enables us to take advantage of potential investment opportunities. This predilection for the most liquid asset explains the absence of remuneration for this liquidity.

Fixed income: Positive bias towards credit

By Mohammed KAZMI, Macro Strategist and Fixed Income portfolio manager, Union Bancaire Privée (UBP)

We believe that we are at a shift in regime for fixed-income markets as central banks prepare the ground for potential rate cuts following the most aggressive tightening cycle since the 1970s.

Whilst the exact path and speed of monetary policy easing remain uncertain, it appears clear that we have passed peak hawkishness and that central banks such as the Fed are moving back to focusing on their dual mandate of inflation and employment.

This is significant, as it suggests that central banks are now looking to extend the cycle with gradual rate cuts over time, rather than end the cycle through aggressive rate hikes, which had been the fear for much of the past couple of years. In addition, this development has taken place at a time when economic growth remains resilient, especially in the US, and pushes any recession fears further down the line.

When we look at valuations, we appear to be at a unique moment within fixed-income markets as well, where you can currently find yields in the higher-income segments of the market such as high yield and AT1s, which are above the historical average annual returns for global equities. We therefore entered the year with a positive bias towards credit, with a preference towards these higher-income segments given the robust growth backdrop.

Whilst rate volatility and uncertainty around the Fed's terminal rate weighed on credit spreads at times in 2023, this should be less of a headwind in 2024. Recent data and communication from central banks also suggest to us that this rate-cutting cycle will likely be very gradual in nature. As such, investors should view their allocation to fixed income as being more strategic, given that yields and the attractive carry argument could be in place for a longer period of time.

With regards to specific segments of the market, we believe that the high-yield segment through CDS indices is compensating investors more than adequately for the risk being taken, since at such elevated yields the power of accrual becomes extremely important. Yields of just below 10% in dollars here also provide a buffer against any bouts of spread-widening as was clearly observed in 2023.

Interestingly, CDS indices are today trading relatively cheap to the equivalent high-yield cash bond market, which means that investors are being rewarded today for being in the more liquid product. Furthermore, we anticipate that the benign default rate backdrop will continue in 2024 given resilient growth and with limited near-term refinancing risks as companies have already been able to begin terming out their debt.

We also view the BB-rated segment of the credit market as providing a good risk-reward relative to BBBs for example, offering a 2% higher historical annualised return whilst exhibiting a very similar volatility profile. In addition, default rates between these two rating cohorts have tended to be very low and similar, with

default risk picking up significantly as you move lower in the rating spectrum.

Finally, we continue to see value within the AT1 market from both a valuation and fundamental perspective, where the sector continues to recover from the volatility of March last year. Positively, we have continued to see investor-friendly announcements being made towards the asset class. These announcements initially came from regulators, but now also from issuers, who have consistently called their bonds in recent quarters, despite the market still only pricing around 60% of the AT1 universe to call, which highlights the valuation argument that still presents itself. The earnings of banks also remain impressive and highlight how this sector should remain a key allocation in a higher inflationary and rate environment.

Overall, when thinking about portfolio construction, we are in favour of a barbell approach whereby investors have an allocation to these higher income segments mentioned above, but also to short-dated floating rate notes for the more conservative part of the portfolio.

For example, a high-quality, short-dated investment-grade floating rate note portfolio has a yield today that is significantly higher than a traditional investment-grade bond portfolio that holds more interest rate duration, due to the inverted yield curve. In addition, despite the central bank's cycle of hikes having ended, we still view an allocation here as appropriate given that this cutting cycle may be much more gradual, which allows investors to continue to take advantage of the elevated yield offered by such FRNs.

ANWAR GARGASH
DIPLOMATIC
ACADEMY

Economic
Diplomacy

AGDA INSIGHT | FEBRUARY 2024



The Gulf's Energy Investment in a Sustainability Era

Dr Marat Terterov



Dr Marat Terterov is a political economist with a DPhil from St. Antony's College, Oxford University. His expertise is in global energy investment processes, energy security and geopolitics. He has been professionally associated with international publishing firms, think tanks, academic institutions, and business development forums since the late 1990s. Between 2008 and 2022, Dr Terterov was an advisor, negotiator and trainer for the Brussels-based Energy Charter Treaty, whilst also lecturing at the University of Kent's Brussels School of International Studies. He is currently the Principal Representative of the Brussels Energy Club ASBL, a corporate networking platform connecting energy professionals and enabling business projects across the global energy chain

Brussels Energy Club (BREC) <https://www.brusselsenergyclub.org/>
Anwar Gargash Diplomatic Academy, Abu Dhabi, UAE <https://www.agda.ac.ae/>